

COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LES RETENUS ?

Forum réfugiés est une association qui travaille à l'intérieur du centre. La nature de cette association est contradictoire. Elle est la caution humanitaire pour l'État. Mais, en même temps, elle peut être une aide concrète pour sortir de là : 04 91 56 69 56 - 06 22 50 73 97

Les retenus ont droit à deux visites d'une demie-heure par jour. Pour cela, il faut se rendre au centre (avec des papiers d'identité !) et demander à voir une personne précise, c'est à dire connaître le nom qu'il a donné.

Dans le centre, les retenus ont le droit à un téléphone portable qui ne fait pas caméra. Il y a aussi des cabines de téléphone, ce sont les retenus qui répondent : 04 91 81 34 17 - 04 91 42 34 86

04 91 63 13 05 - 04 91 81 17 58 - 04 91 81 39 54 - 04 91 67 41 56

04 91 81 45 89 - 04 91 67 93 29 - 04 91 67 94 06 - 04 91 81 53 12

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME



MARSEILLE, L'ÉTÉ... SON SOLEIL, SES PLAGES, ET SON CENTRE DE RÉTENTION



Pendant que les touristes se prélassent au bord de l'eau, visitent le vieux port en chantier et sirotent leur pastis en attendant 2013, la machine à expulser poursuit son cours ...

Dans le centre de rétention, la tension monte. Le centre est plein, environ 120 retenus. En sous-effectif, les keufs demandent des renforts à la préfecture. Ils n'autorisent qu'un parloir à la fois, prétextant le manque de moyens. Expulsions à la pelle, nouveaux arrivants chaque jours, "libération" pour différents motifs (pas de laisser-passer consulaire, erreur de procédure, fin des 45 jours de la durée légale de rétention, etc.) : bref, la routine.

Sauf que, ces derniers jours, il y a eu des actes de résistance, des refus d'embarquement, individuels et collectifs, des tabassages en règles, une femme entre la vie et la mort. Les retenus sont gavés de médicaments, et si malgré tout ils se rebellent, ils ont droit à une injection.

Depuis trois semaine une grande partie des retenus font le ramadan. Ce qui implique une modification des horaires (repas à 21h, fermeture des cellules de 23h à 3h). La tension est palpable à l'intérieur du centre.

PETITE CHRONOLOGIE NON EXHAUSTIVE DES ÉVÈNEMENTS DES DERNIERS JOURS :

Dans la semaine du 23 au 28 juillet, un retenu se taillade le bras. Il est amené menotté à l'infirmerie. Le docteur lui fait une piqûre. De retour à sa "chambre", il "s'endort" pendant dix-huit heures.

DIMANCHE 29 JUILLET

Expulsion de treize personnes vers la Tunisie. Réveil à 6 du mat, attente dans la "cave" du centre pendant plusieurs heures, départ vers 13h. Quatre retours volontaires sont embarqués sans difficulté. Parmi les neuf autres, l'un part en courant dans la cale du bateau où toutes les voitures sont garées. Il casse une vitre de voiture. Les huit autres en profitent pour s'éparpiller dans différentes directions. Les flics, n'étant pas assez nombreux, ramènent les retenus au centre.

LUNDI 30 JUILLET

Refus d'embarquement d'un marocain par avion.

Un téléphone avec caméra et appareil photo intégrés, est dans le centre de rétention. C'est un téléphone interdit, afin d'éviter la diffusion à l'extérieur d'images dérangeantes... Un retenu, connu dans le centre pour être une balance, protégé par les flics, leur en parle. Les flics récupèrent le téléphone, vers 3h du mat. Les retenus ne se laissent pas faire. Dans le bordel, un retenu se casse le pied. Comme la police ne veut pas amener le blessé chez le médecin, les retenus décident d'appeler les pompiers. Une fois devant le portail, les flics ne laissent pas rentrer les pompiers. Les retenus insistent à plusieurs reprises pour que les flics acceptent d'amener le blessé à l'hôpital. Au bout d'un certain temps, trois flics enfilent des gants, et amènent prétendument le retenu chez le médecin. En fait ils l'emmènent dans une salle sans caméra et le frappent. Un autre retenu, impliqué dans la bagarre, est gavé de médicaments. Pendant trois jours, il ne se souvient plus de son prénom.

MARDI 31 JUILLET

Le soir, du shit est envoyé de l'extérieur dans la cour de promenade. Un retenu le prend. Les flics l'identifient à l'aide des caméras. Ils l'emmènent dans une pièce sans caméra. Ils utilisent une matraque électrique pour le mettre KO. Une fois au sol, ils le frappent. Ce sont toujours les trois même flics qui agissent, pendant que deux sont à l'intérieur et tabassent, le troisième reste devant le porte fermée pour couvrir ses collègues.

Quand les flics s'en vont, le retenu est au sol inconscient. Ce sont les autres retenus qui l'évacuent et le réaniment à grande eau.

Régulièrement les flics doivent compter nominativement les retenus. Dans le centre il y a des interphones qui permettent à la police de faire l'appel sans avoir à se déplacer. Les interphones peuvent aussi servir aux retenus pour appeler les flics. Cette nuit, au moins dans un bâtiment, tous les interphones sont mis hors service par les retenus, ce qui oblige les flics à se déplacer.

RASSEMBLEMENT AU TRIBUNAL VENDREDI 7/09 8H30

Dans la soirée du mercredi 8 août, des pétards sont lancés devant le Centre de Rétention (prison pour sans-papiers) du Canet à Marseille. Deux personnes sont arrêtées. Après 40h de garde à vue, ils ont été déféré devant le procureur et le juge des libertés et de la détention. Ils en sortent avec un contrôle judiciaire hebdomadaire et une interdiction de s'approcher des centres de rétention. Ils sont accusés de « *mise en danger d'autrui (risque immédiat de mort ou d'infirmité) par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité ou de prudence* », alors que les sans-papiers sont quotidiennement mis en danger par les politiques migratoires : des milliers de morts lors de franchissement de frontières, harcèlement policier, rafles, ratonnades, exploitation, enfermement, etc.

Ce procès a lieu dans un contexte d'extrême tension au centre de rétention : tabassages réguliers, camisoles chimiques, refus d'embarquements, actes de résistance individuels et collectifs, rassemblements, etc. Une retenue a frôlé la mort, laissée à l'isolement, elle a du subir une greffe du foie suite à une intoxication. Elle avait déjà refusé deux embarquements. À son arrivée à l'hôpital, son corps était couvert d'hématomes et ses poignets portaient des marques de menottes.

Les parloirs sauvages (parler, crier, faire du bruit, pétards, feux d'artifices,...) sont une pratique courante de solidarité avec les enfermés.

Si aujourd'hui le chef d'inculpation est aussi lourd, c'est par volonté de stopper la mobilisation et de mettre la pression sur tous ceux qui agissent contre ce centre.

**PAR NOTRE PRÉSENCE
NOUS ENTENDONS BIEN
POURSUIVRE CETTE LUTTE
ET SOUTENIR LES INCULPÉS**



pratiques de contrôle policier. Le contrôle de papier sert aussi de prétexte au contrôle tout court, le fichage administratif précède l'extension du fichage policier et les dispositifs d'arrestation de sans-papiers, en particulier les rafles, renforcent l'occupation policière de nos quartiers. La frontière est bel et bien un mode généralisé de gestion de la population, et pas seulement une conséquence de l'ordre économique de ce monde. Des grilles du centre de rétention aux bornes biométriques des cantines scolaires, des portiques du supermarché aux caméras « intelligentes » dans les gares, les aéroports et la rue, du fichage ADN au fichage Base-élèves pour les mineurs scolarisés, les dispositifs de contrôle sont devenus notre quotidien. On sent que la frontière est diffuse tout autour de nous, et qu'elle peut se matérialiser à tout moment pour nous radier, nous arrêter, nous enfermer...

LES MIGRANTS, AVEC OU SANS PAPIERS, nous rappellent sans cesse que ce ne sont pas nous qui traversons les frontières, mais bel et bien les frontières qui nous traversent, nous isolent et nous divisent... Alors que la précarité devient la condition sociale la plus généralisée et tandis que nos marges de débrouilles pour survivre individuellement se réduisent, la tendance est plutôt au replis identitaire et à l'atomisation. Le climat de peur et de solitude face à la répression est le meilleur effet de l'éclatement de la frontière.

AUSSI, NOUS NE POUVONS QUE SALUER LES TENTATIVES QUI BATTENT EN BRÈCHE la résignation quotidienne et nous solidariser de ces résistances. Lorsque les habitants d'un quartier résistent contre les expulsions locatives, lorsque des passants dans la rue s'opposent à des interpellations, lorsque des révoltes éclatent dans les centres de rétention, nous pensons qu'il est important de ne pas les laisser isolées. Agir en solidarité est aussi un moyen de renforcer le rapport de force. La solidarité est une arme pour briser certaines de nos frontières.

**NOUS NE SOMMES PAS SOLIDAIRES DE LA MISÈRE,
MAIS DE LA VIGUEUR AVEC LAQUELLE
LES HOMMES ET LES FEMMES NE LA SUPPORTENT PAS.**

Une femme retenue depuis le 29 juin, a été conduite en urgence à l'hôpital de la Conception où elle se trouve entre la vie et à la mort, suite à l'ingestion de « substances ». Après avoir refusé deux expulsions par avion, elle avait été placée en cellule d'isolement en attendant une troisième expulsion prévue pour le mardi. Dès 19h environ, elle avait appelé sa famille pour lui dire qu'elle souffrait depuis sa mise à l'isolement de violents maux de ventre, et pour se plaindre de violences de la part des policiers intervenus pour la maîtriser. De source médicale, ses poignets présentent des traces de menottage, ce qui indiquerait qu'elle a été attachée dans la cellule, et son visage présentait des hématomes. Les policiers du Centre n'ont appelé les pompiers qu'à 1h du matin, soit dix heures après sa mise à l'isolement, et six heures après son appel à l'aide auprès de sa famille.

MERCREDI 1^{ER} AOÛT

Les interphones sont réparés. Les retenus les font sonner toute la nuit pour harceler les flics. Unparloir sauvage a lieu. À 23h les flics enferment les retenus dans les cellules. Ils enfilent leurs gants et leurs disent : « *rentre dans ta cage* ».

VENDREDI 3 AOÛT

Un retenu avale une pile. Si elle s'ouvre dans son estomac, il risque la vie. Les flics et le médecin ne le croient pas, ils lui propose des laxatifs.

SAMEDI 4 AOÛT

Opposition à l'expulsion de trois sans-papiers par bateau vers la Tunisie par des personnes extérieures au centre. À l'intérieur, un retenu ingère une surdose de médicaments. Les flics le changent de bloc. Au passage, il est tabassé, la routine.

DIMANCHE 5 AOÛT

Dans un bâtiment du centre, la télévision collective est détruite. Le retenu qui avait été blessé au pied et tabassé sort.

LUNDI 6 AOÛT

Sortie de quatre retenus : la lutte à l'intérieur accélère les libérations.

MARDI 7 AOÛT

18h, rassemblement devant le centre de rétention
Fouille générale dans le centre, les retenus ne peuvent pas dormir de la nuit. Depuis se jour il est interdit aux visiteurs de ramener de la nourriture pour les retenus.

MERCREDI 8 AOÛT

Un retenu, qui a fait un mois de taule au baumettes suite à deux refus d'embarquement, est de retour au centre. Parloir sauvage, des pétards sont lancés devant le CRA. Intervention rapide de la police. Deux arrestations.

VENDREDI 10 AOÛT

Les briquets sont interdits dans le centre. Pour allumer leur cigarette, les retenus doivent sonner à l'interphone afin que les flics viennent l'allumer, quand ils ne la jettent pas à terre et la pietinent.

Les flics se rendent compte qu'un retenu cache un briquet, ils lui confisquent et le tabassent. Le retenu n'en reste pas là, il sonne à l'interphone sans discontinuer pendant une demi-heure, jusqu'à se qu'un flic vienne, le maîtrise au sol, l'écrase et lui dit qu'il ne lui donnera pas de feu.

SAMEDI 11 AOÛT

Un tunisien qui avait déjà refusé l'embarquement est expulsé. Pour ce faire, les flics le baillonnent et l'attachent avec du scotch.

La retenue qui était entre la vie et la mort vient de recevoir une greffe du foie, elle est toujours à l'hôpital.

LUNDI 13 AOÛT

Un retenu est malade, il doit suivre un traitement deux fois par jour, mais le matin comme le soir il doit batailler pour qu'on lui donne ses médicaments. Il boit des produits ménagers. Les flics le tabassent, lui donnent des vomitifs et l'enferment en cellule d'isolement pendant huit heures.

Mardi 14 AOÛT

Un retenu qui était sorti après vingt-cinq jours, est de retour au centre deux semaines après. À son arrivée, les flics l'amènent dans un bureau. Ils l'accusent d'être le lien vers l'extérieur. Ils lui montrent des photos du rassemblement et lui disent qu'ils savent tout. Il subit des violences physiques et psychologiques. Deux refus d'embarquement vers l'Algérie par avion. Les retenus se sont opposés physiquement au keufs, ils ont été ramené au centre.

Mercredi 15 AOÛT

Un des deux retenus qui a refusé l'embarquement la veille se plaint de maux de ventre. Il tombe dans les pommes. Il demande à voir le médecin, une infirmière lui propose des cachets pour la tête, il les refuse sachant bien qu'il s'agit de tranquillisant. Les flics le ramènent dans sa cellule. Il demande à aller à l'hôpital, pour seule réponse les flics lui donnent une « *patate dans la gueule* ». En réaction, tous les retenus du bloc entassent leurs matelas et menacent de les faire cramer. Un autre bloc fait de même. La police n'intervient pas et attend un retour au calme. « *ils font les gentils pour qu'on se calme, pour les flics les sans-papiers c'est comme les moustiques, ils nous écrasent* »

jeudi 16 AOÛT

Un retenu refuse l'expulsion vers l'Afghanistan, c'est son quatrième refus !

LUTTE DE CRASSE

LES MIGRATIONS – ET LES POLITIQUES MIGRATOIRES –
SONT UNE QUESTION DE TRAVAIL
AUTANT QUE LE TRAVAIL EST UNE QUESTION DE MIGRATIONS

POUR LES PATRONS, L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS est une réponse efficace (et pas chère) aux exigences actuelles du mode de production de la marchandise, de la valeur et du profit .

En effet, le capitalisme tire en partie sa dynamique de la circulation. Plus la circulation de la marchandise s'intensifie, plus elle prend de la valeur et plus elle rapporte de l'argent. Par circulation de la marchandise, il faut entendre aussi bien circulation financière, de l'information, des biens de production et de consommation ... mais aussi des travailleurs !

La mobilité s'impose aujourd'hui comme faisant partie intégrante de la condition du travailleur. Autrement dit, pour survivre, il va falloir se rendre mobile. « Ici », d'un petit boulot de merde à l'autre ; « là-bas », d'un continent de merde à l'autre.

Les travailleurs migrants sont une main-d'œuvre flexible que les patrons peuvent employer au coup par coup, pour des missions précises (une saison, un chantier), au même titre que les intérimaires, ceux qu'on fait travailler au black ou à coup de contrats précaires . Les sans-papiers forment ainsi les régiments de prolos qui permettent pour nombre de secteurs d'effectuer une confortable « délocalisation-sur-place » (BTP, restauration, services, agriculture...). Cela permet aux patrons d'exercer une pression sur le marché du travail et de niveler les salaires vers le bas pour l'ensemble des travailleurs.

Ainsi, le but des politiques migratoires, ce n'est pas que le territoire devienne un bunker ni même une « forteresse », mais bien de se doter des moyens de trier les migrants en fonction de leurs profils et des besoins spécifiques du marché du travail (l'immigration choisie : tout est là !).

DANS CE MONDE DE LA MOBILITÉ OBLIGATOIRE, dans cette société à grande vitesse, c'est par la multiplication des frontières dans notre quotidien que les dominants entendent nous tenir à l'oeil et au boulot !

Plus la mobilité des personnes et des marchandises s'accroît, moins leur contrôle est évident. Et qui dit moins de contrôle dit moins d'argent. Pour y remédier, il faut disséminer la frontière dans l'espace, afin de créer les conditions d'un contrôle omniprésent et permanent.

De ce point de vue, le contrôle des migrants est un terrain d'expérimentation autant qu'un bon révélateur des pratiques de contrôle généralisé de la population. La traque quotidienne des sans-papiers accompagne la banalisation des

Les keufs français s'emparent des occupants à la sortie du bateau . Un flic tunisien particulièrement violent et vicieux se prend un bon coup de pied dans les couilles, c'est la moindre des choses. Un des occupants esquivé les keufs et saute à l'eau, ce qui retarde le bateau une demie-heure de plus. Les pompiers, arrivés en zodiac, le sortiront de l'eau en état d'hypothermie et le conduiront à l'hôpital d'où il sortira tout de suite.

Un simple contrôle d'identité orale pour les neufs autres et ils seront reconduits par la Police Aux Frontières à la sortie du port. Les autorités ont préféré ne pas engager de poursuites, certainement afin de ne pas ébruiter la situation dans le centre de rétention du Canet.

L'expulsion n'a pas pu être évitée cette fois-ci.

Le déchaînement de haine de certains passagers est à l'image de la guerre de tous contre tous que nous subissons au quotidien. En ces temps de crise, les pauvres s'entretuent au bénéfice de l'état et des patrons, les identitarismes pullulent, alors qu'il est plus que temps de se montrer solidaire!

Même si nous savons que ce n'est pas en évitant une expulsion qu'on abattra les murs et les frontières, cette action a permis de sortir de la résignation et des beaux discours, et de tisser des liens de solidarité active avec les retenus. Elle a reçu un bon accueil à l'intérieur du centre.

La solidarité peut s'exprimer aussi au-delà des mots. Il est possible de soutenir de manière offensive.

AVEC OU SANS PAPIERS, NOUS VIVONS TOUS DANS LE MÊME MONDE.

**NOUS NE NOUS BATTONS PAS SEULEMENT
POUR LA FERMETURE DES CENTRE DE RÉTENTION
ET LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS
MAIS SURTOUT CONTRE LE MONDE QUI LES PRODUIT.**

-brèves des frontières - émissions de radio - texte & tract - affiches - journaux muraux - brochures - agenda & initiatives -

Sans Papiers Ni Frontières est un blog où l'on peut trouver des textes et des informations contre les centres de rétention et les frontières, ceux qui les gèrent et les construisent, sur la société qui les génèrent. Sont mis à jour régulièrement des rendez-vous de manifestations, discussions et autres initiatives ainsi que des infos sur les frontières, les luttes et les révoltes dans les prisons pour étrangers.

revendu dans la prison pour étrangers
de Lyon le 14.11.2010

<http://sanspapiersnifrontieres.noblogs.org/>

contre les frontières et leurs prisons

Les révoltes éclatent souvent dans les centres de rétention, en France et partout ailleurs. On pense, bien sûr, au CRA de Vincennes entièrement réduit en cendres en 2008, mais aussi aux incendies des centres de Bordeaux (2009), Lyon (2011), à toutes les révoltes en Australie, en Italie, aux évasions collectives, etc. Depuis quelques jours, c'est à la prison pour sans-papiers du Canet que les détenus manifestent collectivement leur ras-le-bol. Ce n'est pas une nouveauté, il y a un an déjà des détenus avaient tenté de mettre le feu à ce centre de rétention.

**CETTE FOIS-CI, NE LAISSONS PAS LES RETENUS SEULS FACE À LEURS MATONS !
SEULE NOTRE SOLIDARITÉ ACTIVE PEUT ABATTRE DES MURS !**

SANS-PAPIERS, S'ORGANISER CONTRE L'EXPULSION, QUE FAIRE EN CAS D'ARRESTATION ?

Depuis plusieurs années, les lois sur l'immigration se succèdent très rapidement pour permettre un nombre toujours plus grand d'expulsions. En l'absence d'un mouvement fort pour la liberté de circulation et d'installation, il reste la possibilité de se défendre, le plus collectivement possible, pour tenter d'empêcher les expulsions.

Cette brochure explique la procédure destinée à expulser les sans-papiers. Elle peut servir à tous les sans-papiers et leur entourage afin de se familiariser avec le vocabulaire juridique et d'en connaître les étapes pour mieux se défendre. Elle permet de réfléchir, par rapport à sa propre situation, à la défense la plus appropriée en cas d'arrestation. Elle a pour but de trouver des moyens pour s'opposer concrètement aux expulsions et ne sert donc pas pour constituer un dossier de régularisation.

Il est important de ne pas rester spectateur face à la machine à expulser.

brochure téléchargeable sur : sanspapiers.internetdown.org
pour tout commentaire et prise de contact : anticra@laposte.net

SOLIDARITÉ AVEC LES INCULPÉS DE L'INCENDIE DU CRA DU CANET !

LA PRISON POUR SANS-PAPIERS DU CANET À MARSEILLE A ÉTÉ MISE HORS SERVICE PAR UN INCENDIE LE 9 MARS 2011.

Des sans-papiers retenus ont mis le feu à des matelas – quatre départs de feu simultanés sur deux étages. Il y a eu trois évasions, et les locaux sont devenus inutilisables pour plusieurs mois. Même si la police, le juge, et certains avocats commis d'office ont poussé les uns et les autres à désigner des "chefs", il s'agissait d'un mouvement collectif.

Suite à l'incendie, six retenus ont été placés en détention préventive aux Baumettes et deux inculpés sont encore sous contrôle judiciaire. Ils comparaitront fin 2012, début 2013 pour "dégradation de bien public".

Aujourd'hui, en voulant faire porter le chapeau à deux individus, la justice nie l'aspect collectif de cet acte de résistance et nie aussi la longue série des protestations qui ont eu lieu dans ce CRA, et qui continuent toujours ! Combien de grèves de la faim, de départs de feu, de sabotage de matériel, d'auto-mutilation, de refus d'embarquer et de coopérer... Et en réponse, de bastonnages, de camisoles chimiques, de mises à l'isolement, de pressions psychologiques...

L'union européenne prétend abolir les frontières. Elles n'ont en fait jamais été aussi omniprésentes ! Renforcées à l'extérieur, au prix de milliers de morts, et multipliées à l'intérieur (gares, rues, administrations, boîtes d'intérim...)

Les CRA sont une des pièces maîtresses d'une stratégie économique post-coloniale. Forcer la main-d'oeuvre immigrée à se cacher et à accepter n'importe quel boulot payé des miettes, et construire l'immigré comme ennemi intérieur, responsable du chômage et de l'insécurité, c'est créer un climat de guerre de tous contre tous, qui facilite bien au final la précarisation de tous.

Qu'ils soient coupables ou innocents, nous continuons à soutenir ceux que l'Etat a choisis pour se venger de ce coup porté à la machine à expulser !

Dès le lendemain de l'incendie, un collectif a décidé de s'organiser pour exprimer concrètement sa solidarité en se rassemblant spontanément devant le commissariat de l'Évêché. Des contacts ont été établis avec les retenus aux Baumettes. Il a fallu faire intervenir de nouveaux avocats. Des concerts ont été organisés dans toute la France pour financer des mandats et la défense des inculpés. À la réouverture du centre de rétention, une manif s'est rendue devant, et un autre rassemblement a tenté de s'en approcher.

Aujourd'hui la date du procès approche. Continuons à manifester notre soutien à l'intérieur du système judiciaire pour éviter aux inculpés de retourner en prison, et à l'extérieur des tribunaux pour redonner tout son sens à un acte qui parle de lui-même : les prisons ne sont bonnes qu'à être réduites en cendres !

Collectif de soutien aux inculpés de l'incendie du CRA du Canet
soutien6cra@riseup.net

RÉCIT DE L'OCCUPATION DU RADAR DU "CARTHAGE"

Le samedi 4 août, les flics avaient prévenus les retenus d'une expulsion collective vers la Tunisie, par bateau. Des personnes extérieures au centre décident de s'opposer à cette expulsion.

Jusqu'au dernier moment, les infos provenant du centre n'indiquent aucun départ. Puis, rapidement, un retenu est emmené. Deux autres, en provenance de Nîmes, sont déjà à bord.

Une banderole "NON AUX EXPULSIONS" est déployée, visible par les passagers du bateau.

Une dizaine de personnes pénètrent dans le port en grimpant un grillage et montent à bord du "Carthage", un bateau appartenant à la compagnie Tunisienne CTN. Ils se trouvent donc en territoire tunisien, ce qui implique la présence de flics tunisiens et des difficultés pour l'intervention des flics français. Dès qu'ils arrivent à l'entrée du bateau, ils se précipitent en courant à l'avant de la cale, empruntent un escalier et arrivent sur le pont le plus haut du bateau. Là, ils occupent la tourelle où se trouvent les radars, les empêchant ainsi de tourner : le bateau est immobilisé.

Ils refusent de descendre de la tourelle tant que les sans-papiers ne seront pas débarqués du bateau. Le capitaine peut prendre cette décision.

S'ensuit un dialogue de sourds avec une partie de l'équipage. Le capitaine ne vient pas, plusieurs membres de l'équipage disent être le capitaine. Des flics tunisiens en civil sont présents. Quatre keufs Français montent à bord, ils viennent au pied du radar, ils ne peuvent rien faire et prennent note des revendications des occupants.

Le temps passe, les passagers sont hostiles aux occupants, les insultes fusent.

Il y a bien quelques personnes qui font des signes de solidarité, de plus en plus discrètement, mais ils ne sont pas nombreux. Alors que le représentant de la compagnie CTN s'engage à faire redescendre un sans-papier. Des passagers complètement hystériques montent jusqu'au radar. Un premier occupant est saisi par les pieds, il est roué de coups jusqu'à la cabine de pilotage. Sept autres descendent sous les coups, les filles subissent des attouchements. Deux personnes grimpent sur une échelle et se trouvent sur le point culminant du bateau, elles descendent quelques instants plus tard. Tous les occupants se retrouvent dans le poste de pilotage, le capitaine est présent, il refuse de débarquer les sans-papiers prisonniers dans les cellules de la cale. Il menace de partir, les amarres sont détachées. Les occupants n'ont plus le choix que de descendre escortés par l'équipage. Tout le long de la sortie, les coups, morsures, attouchements, pleuvent.